

**Session du 16 octobre 2017**

**Intervention Grégory BLANC – introduction**

Monsieur le Président, cher-e-s collègues,

En septembre 2015 - l'une de nos premières sessions de cette mandature - nous faisons part de notre vive inquiétude, face à la mise sous tension de l'Union Européenne et les répercussions pour nos sociétés et collectivités.

Nous parlions des risques du Brexit, de la dislocation de l'Europe. Peu y croyait alors, les sourires pointaient aux coins de quelques lèvres. Nous franchissons un nouveau palier : la Catalogne demande son indépendance et remet en cause l'Etat-Nation Espagnol. Chez nous, l'Alsace ou la Corse ont également des débats. Les Flandres, la Lombardie ou encore le nationalisme fascisant des Pays de l'Est **nous rappellent combien la question de l'organisation des solidarités est au cœur de tout. Les replis identitaires sont nauséabonds mais ils sont là, et l'Europe demeure tétanisée, toujours dramatiquement sans pilotage politique. Du coup, chacun, à tous les étages, se renvoie la balle.**

C'est particulièrement significatif sur le sujet des migrants, ce formidable défi reste devant nous. Je le disais, ici même, il y a 2 ans : prenons en la mesure puisqu'aucun mur n'endigera la farouche envie de survie de femmes et d'hommes vivant dans la détresse, n'ayant pas eu la chance d'être né au bon endroit au bon moment. Ils seront plus nombreux face à cela. Comment agir ?

Au-delà du sujet migratoire, en fait il s'agit de repenser toutes nos solidarités, économiques, culturelles, sociales, politiques, à l'encontre des plus fragiles. **Face au phénomène de précarité grandissante, notre responsabilité est d'affirmer qu'il n'y a qu'une seule réponse possible : plus de solidarité et moins de replis. Mais une solidarité repensée, sans dilution des énergies, sans dilution d'argent. Une organisation des solidarités reconfigurée à chaque niveau et chaque échelon.**

En définitive - c'est tout l'enjeu de la période - comment moderniser notre action publique pour être plus efficace ? Cette question touche au cœur des compétences des Départements. Elle se décline à 2 niveaux : d'une part le dialogue et l'articulation Etat-Département, d'autre part au niveau de notre collectivité elle-même.

**Le Dialogue Etat-Départements.** Disons-le clairement : les conditions actuelles posées par le gouvernement Philippe ne nous conviennent pas. Après la Loi NOTRe, il est indispensable de redéfinir le volet recettes des collectivités : quels moyens, quelles marges de manœuvres pour assumer nos responsabilités. Or là, il n'y a qu'une vision budgétaire de l'Etat, une fois de plus, comme depuis 2003.

Se contenter de dénoncer sans proposer, comme le font les différents courants dominants des associations d'élus, est une erreur majeure.

Les français ont souhaité, en juin dernier, donner un grand coup de balais aux vieilles pratiques. Ils le feront de nouveau si ça n'avance pas. Nous devons donc faire remonter ce qui ne va pas, voilà pourquoi nous nous associons à votre motion sur les MNA, avons des réserves sur celle du logement, et en proposons une sur le financement du RSA.

Sur le financement du RSA justement, l'association des Départements de France et sa majorité de droite portent une lourde responsabilité. Manuel Valls avait proposé une recentralisation du financement qui a été refusée par pur électoralisme avant la présidentielle !

Monsieur le Président, chers collègues, le gouvernement doit sortir d'une vision purement comptable pour **bien construire avec les collectivités**, mais **encore faut-il** que celles-ci aussi sortent des logiques de postures politiciennes.

### **Le 2ème niveau d'action, c'est donc celui de nos politiques propres.**

Nous demandons le recentrage sur notre cœur de métier. Peu ou prou, vous le faites. Ce fut difficile, mais cela avance.

Nous demandons une action territoriale plus décentralisée, ancrée dans les territoires, avec des pilotages politiques de proximité. Vous étiez contre, puis vous avancez et nous le saluons. Mais cela reste flou, cela manque de sens et de contenu. Le schéma insertion est de nouveau repoussé. Plus d'un an que nous l'attendons. Même chose pour le schéma autonomie.

Notre collectivité est à la traîne en matière de politique sociale, ou bien alors, vous attaquez sans discernement, comme pour la protection de l'enfance, avec de lourdes conséquences, tant humaines que pour nos finances.

Il y a une autre voie, médiane, celle d'élus présents sur le terrain, acteurs des politiques publiques, construisant les partenariats. Nous devons renforcer la présence opérationnelle, en coordination avec les autres acteurs locaux. Nous devons mailler le territoire, assurer une présence réelle en milieu rural et éviter la concentration dans les villes, qui se traduit toujours *in fine* par une cristallisation des précarités en quartiers prioritaires... Nos quartiers se précarisent, c'est là que s'y concentrent en masse les pauvretés. La réforme des MDS est à revisiter !

Monsieur le Président, chers collègues pour bien penser l'action départementale, il est indispensable de discuter secteur géographique par secteur géographique pour dégager collectivement une vision d'ensemble de l'aménagement du territoire. Sans cela, point de salut possible.

Un territoire ne s'organise pas de la même façon selon qu'on décide de fermer un collège en quartier prioritaire ou qu'on reporte sans cesse la création d'une cité scolaire à Beaupréau, qu'on met des programmes de parentalité **ici et pas là**, etc.

**Pour notre part, nous refusons la concentration des précarités. Certes l'Europe n'est pas au RDV, certes l'Etat botte en touche depuis 15 ans. Mais notre Département ne peut se contenter de renvoyer la faute sur les autres.**

**Des choses ont bougé, mais le monde bouge plus vite que nous. Voilà pourquoi, continuer d'agir avec des politiques en silo, avec un pilotage centralisé ne fait plus sens. Décentralisons davantage en faisant confiance aux acteurs et élus de terrain, décentralisons pour coller aux réalités et être plus efficace : C'est le message que nous adressons, à la fois au gouvernement, mais aussi à vous-mêmes et votre majorité.**

**La gestion comptable est nécessaire, elle ne suffit pas à faire une politique.**

**Voilà ce que nous échangerons tout au long de cette session.**